



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;
Christophe Magdalijs, *Bourgmestre f.f.* ;
Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Échevin(e)s* ;
Didier Gosuin, Bernard Noel, Véronique Jamouille, Isabelle Désir, Michel Wauters, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Nathalie Masset, Marc Vandame, Suzanne Coopmans, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Alain Lefebvre, *Échevin(e)* ;
Didier Molders, *Conseiller communal*.

Séance du 23.10.14

#Objet : Modification du statut pécuniaire du personnel communal : Délivrance de chèques-repas électroniques à partir du 1er janvier 2015 (prestations de janvier 2015).- report du 25/09/2014#

Séance publique

Rémunérations

LE CONSEIL,

Revu sa délibération du 17 avril 1997, références 17.04.97/A/023, portant « nouveau statut pécuniaire du personnel communal », délibération pouvant sortir ses effets suivant lettre du 16 septembre 1997, références 002-97/9283 mav, du service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 2014 modifiant l'article 19bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs – Mutation totale et définitive vers les titres-repas électroniques ;

Vu l'arrêté royal du 12 octobre 2010 modifiant l'article 19 bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs – règles en matière de chèques-repas électroniques ;

Vu la loi du 14 avril 2013 modifiant l'article 38/1, §2, 4° du Code des impôts sur les revenus 1992 et modifiant l'article 19 bis, §2, 4°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs – durée de validité limitée à douze mois ;

Vu l'avis n°1902 du 25 mars 2014 du Conseil national du Travail – utilisation des titres-repas électroniques) ;
Sur proposition du Collège échevinal ;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Décide :

De modifier sa délibération du 17 avril 1997 portant Charte Sociale – Nouveau statut pécuniaire du personnel communal de la façon suivante:

Section 18 Attribution de chèques-repas électroniques.

Article 88

Les agents définitifs, contractuels y compris le personnel enseignant bénéficient de chèques repas électroniques. L'agent peut renoncer à tout moment au bénéfice des chèques repas électroniques.

1. • Le nombre de chèques-repas électroniques octroyés est égal au nombre de journées de travail effectivement prestées indépendamment de la durée de celles-ci.
2. • Aucun chèques-repas électroniques ne peut être octroyé pour les jours fériés, les jours entiers de congés, les jours entiers de maladie, les congés pour don de sang, les jours de congé de circonstances, les jours sociaux, les jours de récupération...
3. • Il ne peut être attribué plus de chèques-repas électroniques que de jours ouvrables dans le trimestre.
4. • Il ne peut être attribué plus d'un chèque électronique pour une même journée de travail.
5. • Une attestation d'octroi de chèques peut être demandée aux autres employeurs.

Article 89

~~Les chèques-repas sont délivrés à l'agent chaque mois en une ou plusieurs fois.~~

Les chèques-repas électroniques sont crédités chaque mois, en une ou plusieurs fois, sur le compte chèque-repas de l'agent. Ces chèques-repas sont considérés avoir été octroyés à l'agent au moment où le compte chèque-repas de celui-ci a été crédité.

L'Administration délivre pour chaque agent le nombre correct de chèques-repas électroniques au cours du mois qui suit celui au cours duquel les prestations de travail, auxquelles ils se rapportent ont été fournies. Dans tous les cas, le nombre de chèques-repas doit être mis en concordance avec le nombre de journées de travail au plus tard le dernier jour du premier mois qui suit le trimestre.

Toute réclamation à ce sujet doit être introduite auprès du service des Ressources Humaines.

Article 90

Les responsables de service sont priés de transmettre, avant la fin de la première semaine du mois suivant les prestations, la liste de présence complète de leur personnel, au service des Ressources Humaines.

Article 91

Le chèque-repas est délivré au nom du travailleur. Cette condition est censée être remplie lorsque les éléments se rapportant à l'octroi du titre-repas (nombre de titres-repas, montant brut des titres-repas diminué de la quote-part personnelle de l'agent) figurent sur le compte individuel de l'agent, conformément à la réglementation relative à la tenue des documents sociaux.

Article 92

~~Le chèque-repas mentionne clairement que sa validité est limitée à trois mois avec comme point de départ le premier jour du mois qui suit celui auquel il se rapporte.~~ Le chèque-repas électronique a une durée de validité limitée à douze mois à compter du moment où le chèque-repas électronique est crédité sur le compte chèque-repas de l'agent. Il ne peut être utilisé qu'en paiement d'un repas ou pour l'achat d'aliments prêts à la consommation.

Article 93

La valeur du chèque-repas électronique est fixée à 5 €

L'intervention de l'Administration s'élève à 3 € par chèque.

L'intervention de l'agent s'élève à 2 € par chèque.

Article 94

Le bénéficiaire des chèques-repas électroniques autorise le Receveur communal à déduire l'intervention de l'agent de sa rémunération mensuelle. ~~Le décompte figurera sur la fiche individuelle de salaire.~~ Le nombre de chèques-repas électroniques et le montant brut que cela représente, moins l'intervention personnelle de

l'agent, sont mentionnés sur la fiche individuelle de salaire.

Article 95

Les enseignants qui ne sont pas rémunérés directement par l'Administration payeront préalablement leur intervention au directeur de l'établissement scolaire.

Article 96

~~Les chèques-repas seront mis à disposition des responsables des services, accompagnés d'un relevé récapitulatif par service.~~

~~Ce dernier, dûment signé par les titulaires des chèques-repas, doit être rendu au service de la Recette communale.~~

~~Les chèques-repas non réclamés resteront à la disposition des bénéficiaires au service de la Recette communale pendant deux mois suivant la délivrance.~~

Avant l'utilisation des chèques-repas électroniques, l'agent peut vérifier le solde et la durée de validité des chèques-repas qui lui ont été octroyés et qui n'ont pas encore été utilisés.

Article 96 bis

Les chèques-repas sous forme électronique ne peuvent être mis à disposition que par un éditeur agréé conjointement par le Ministre compétent pour les Affaires sociales, l'Emploi, les Indépendants et les affaires économiques.

Article 96 ter

L'utilisation des chèques-repas électroniques ne peut pas entraîner de coûts pour l'agent.

Article 96 quater. Obligations des agents

- a. • Pour pouvoir utiliser son compte chèques-repas, l'agent reçoit gratuitement une carte électronique sécurisée nominative. Avec cette carte, l'agent reçoit un guide pratique pour l'utilisation de la carte et les conditions générales d'utilisation. L'agent s'engage à restituer la carte à l'Administration s'il modifie son choix de bénéficiaire des chèques-repas électroniques ou en cas de cessation d'activité. L'agent pourra néanmoins conserver le support jusqu'à la date d'expiration des chèques-repas encore disponibles sur son compte chèques-repas.
- b. • En cas de perte ou de vol de sa carte, l'agent est tenu d'en informer la société émettrice des chèques-repas et/ou CARDSTOP (070 344 344) dans les plus brefs délais. Toutes les transactions exécutées avant la déclaration de perte ou de vol sont irrévocables, sans possibilité de recours de l'agent contre l'Administration ou la société débitrice des chèques-repas.
- c. • Après la déclaration de perte ou de vol, la société de délivrance des chèques-repas émettra une nouvelle carte pour l'agent. Celle-ci sera payée par l'agent, hormis en cas de vol. En tout cas, le coût du support de remplacement ne pourra pas être supérieur à la valeur nominale du chèque-repas. Le nombre de chèques-repas disponible sur son compte chèques-repas reste invariable.
- d. • L'agent s'engage à utiliser et à conserver la carte en bon père de famille et selon les conditions générales d'utilisation et s'engage à informer l'Administration ou la société de délivrance des chèques-repas sans délai de toute irrégularité ou fraude commise avec la carte.
- e. • Si, après enquête, il apparaît que l'agent a participé activement à la fraude ou aux irrégularités ou qu'il les a facilitées, l'agent sera tenu solidairement responsable de l'ensemble des dommages en résultant. Toutes les transactions seront en outre immédiatement bloquées ou clôturées.

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 octobre 2014

Le Secrétaire communal,
Par délégation,
Le chef de service

Le Bourgmestre f.f.,
Par délégation,

Philippe Jacques

Alain Lefebvre



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Jean-Claude Vitoux, <i>Voorzitter</i> ; Christophe Magdalijns, <i>Burgemeester d.d.</i> ; Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, <i>Schepenen</i> ; Didier Gosuin, Bernard Noel, Véronique Jamouille, Isabelle Désir, Michel Wauters, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Nathalie Masset, Marc Vandame, Suzanne Coopmans, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Alain Lefebvre, <i>Schepen</i> ; Didier Molders, <i>Gemeenteraadslid</i> .

Zitting van 23.10.14

#Onderwerp : Wijziging van het geldelijk statuut van het gemeentepersoneel : Uitgifte van elektronisch maaltijdcheques vanaf 1 januari 2015- uitstel van 25/09/2014#

Openbare zitting

Bezoldigingen

DE RAAD,

Herzien zijn beraadslaging van 17 april 1997, refert 17.04.97/A/023, houdende “nieuw geldelijk statuut van het gemeentepersoneel, beraadslaging die zijn uitwerking mag hebben volgens brief van 16 september 1997, refert 002-97/9283 mav, van de voogdijdienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gezien het koninklijk besluit van 29 juni 2014 tot wijziging van artikel 19bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders – totale en definitieve overgang naar de elektronische maaltijdcheques;

Gezien het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 tot wijziging van artikel 19bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders – Regels inzake elektronische maaltijdcheques;

Gezien de wet van 14 april 2013 tot wijziging van artikel 38/1, §2, 4°, van het wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en tot wijziging van artikel 19 bis, §2, 4°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders – geldigheidsduur beperkt tot twaalf maanden;

Gezien het advies nr 1902 van 25 maart 2014 van het Nationale Arbeidsraad – Gebruik van elektronische maaltijdcheques;

Op voorstel van het Schepencollege;

Gelet op de artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST :

Zijn beraadslaging van 17 april 1997, houdende Sociaal Handvest – Nieuwe geldelijk statuut van het gemeentepersoneel als volgt te wijzigen;

Afdeling 18 Toekenning van elektronische maaltijdcheques

Artikel 88

Vastbenoemd en contractuele beampten alsmede het onderwijzend personeel genieten van elektronische maaltijdcheque. De agent kan op elk moment het voordeel van de elektronische maaltijdcheques opgeven.

1. • Het aantal toegekende elektronische maaltijdcheques moet gelijk zijn aan het aantal dagen waarop de werknemer effectief arbeidsprestaties levert, onafhankelijk van hun duur.
2. • Voor feestdagen, volledige vakantie-en ziektedagen en speciale verlofdagen voor bloedgifte, omstandigheidsverlof, sociale verlofdagen en recuperatiedagen mag er dus geen elektronische maaltijdcheque worden verleend.
3. • Er kunnen niet meer elektronische maaltijdcheques worden toebedeeld dan het aantal werkdagen in het kwartaal.
4. • Er kan slechts een elektronische maaltijdcheque per werkdag worden toegekend.
5. • Een attest van toekenning van maaltijdcheques kan bij andere werkgevers worden opgevraagd.

Artikel 89

~~De maaltijdcheques worden iedere maand in één of meerdere malen afgeleverd.~~

De elektronische maaltijdcheques worden iedere maand, in één of meer keren, op de maaltijdchequerekening van de agent gecrediteerd.

Die maaltijdcheques worden geacht te zijn toegekend aan de agent op het moment waarop diens maaltijdchequerekening wordt gecrediteerd.

Het Bestuur verleent gedurende de volgende maand aan iedere agent het juiste aantal elektronische maaltijdcheques dat overeenkomt met de prestatiedagen van de referte maand.

In alle gevallen, moet het aantal maaltijdcheques in overstemming met het aantal werkdagen gebracht worden, uiterlijk de laatste dag van de eerste maand die het kwartaal volgt.

Iedere klacht hieromtrent dient overgemaakt aan de dienst Human Resources.

Artikel 90

De verantwoordelijken van de diensten worden verzocht om voor het einde van de eerste week volgend op de gepresteerde maand, de volledige aanwezigheidslijst van hun personeel aan de dienst Human Resources te bezorgen.

Artikel 91

De maaltijdcheque wordt op naam van de werknemer afgeleverd.

Deze voorwaarde wordt geacht te zijn vervuld als de toekenning ervan en de daarop betrekking hebbende gegevens (aantal maaltijdcheques, brutobedrag van de maaltijdcheques verminderd met het persoonlijk aandeel van de werknemer) voorkomen op de individuele rekening van de werknemer, overeenkomstig de reglementering betreffende het bijhouden van de sociale documenten.

Artikel 92

~~De maaltijdcheque vermeldt duidelijk dat zijn geldigheidsduur beperkt is tot drie maanden, ingaand op de eerste dag van de maand waarop hij betrekking heeft.~~ De elektronische maaltijdcheque heeft een geldigheidsduur beperkt tot twaalf maanden, te rekenen vanaf het ogenblik dat de elektronische maaltijdcheque op de maaltijdchequerekening van de agent wordt gecrediteerd. Hij slechts mag worden gebruikt ter betaling van een eetmaal of voor de aankoop van verbruiksklare voeding.

Artikel 93

De waarde van de elektronische maaltijdcheque is vastgesteld op 5 €.

De tussenkomst van het bestuur belooft 3 € per cheque.

De tussenkomst van het personeelslid bedraagt 2 € per cheque.

Artikel 94

De begunstigde van elektronische maaltijdcheques laat de gemeenteontvanger toe zijn persoonlijk aandeel in te houden op de maandelijkse wedde. ~~De afrekening hiervan staat vermeld op de individuele weddestaat~~ Het aantal elektronische maaltijdcheques en het brutobedrag ervan verminderd met het persoonlijke aandeel van de werknemer, worden vermeld op de loonfiche.

Artikel 95

Het onderwijzend personeel dat niet rechtstreeks door het bestuur wordt verloond zal zijn tussenkomst bij voorbaat overmaken aan de schooldirectie.

Artikel 96

~~De maaltijdcheques vergezeld van een nominale leveringstaat per dienst worden ter beschikking gehouden van de dienstverantwoordelijken.~~

~~Deze leveringstaat dient, ondertekend door iedere begunstigde voor ontvangst, terugbezorgd worden aan de dienst financiën-ontvangerij.~~

~~De niet-opgehaalde maaltijdcheques blijven gedurende twee maanden ter beschikking van de begunstigten op de dienst gemeentekas~~

Voor het gebruik van de elektronische maaltijdcheques kan de agent het saldo en de geldigheidsduur nagaan van de maaltijdcheques die hem werden toegekend en die nog niet gebruikt werden.

Artikel 96 bis

De elektronische maaltijdcheques kunnen enkel ter beschikking worden gesteld door een uitgever gezamenlijk erkend door de Minister bevoegd voor Sociale zaken, werk, zelfstandigen en Economische zaken.

Artikel 96 ter

Het gebruik van de elektronische maaltijdcheques mag geen kosten voor de agent teweegbrengen.

Artikel 96 quater

- a. • Om zijn maaltijdchequerekening te kunnen gebruiken, ontvangt de agent gratis een beveiligde nominatieve elektronische kaart. Met deze kaart, ontvangt de agent een praktische gids voor het gebruik van de kaart en de algemene gebruiksvoorwaarden. De agent verbindt zich ertoe de kaart aan het Bestuur terug te geven indien hij zijn keuze wijzigt om van elektronische maaltijdcheques te genieten of in geval van stopzetting van activiteit. De agent kan de drager niettemin bewaren tot aan de vervaldatum van de maaltijdcheques die nog ter beschikking zijn op zijn maaltijdchequerekening.
- b. • In geval van verlies of diefstal van zijn kaart, moet de agent binnen de kortste termijn de afgifte firma en/of CARDSTOP (070 344 344) verwittigen. Al de uitgevoerde transacties voor de aangifte van verlies of diefstal zijn onherroepbaar, zonder beroepsmogelijkheid van de agent tegen het Bestuur of de firma die de maaltijdcheques aflevert.
- c. • Na de verklaring van verlies of diefstal zal de firma een nieuwe kaart voor de agent afleveren. Deze zal door de agent, behalve in geval van diefstal, betaald worden. In ieder geval kan de kost van de vervangende drager de nominale waarde van één maaltijdcheque niet overschrijden. Het aantal maaltijdcheques beschikbaar op de maaltijdcheque – rekening blijft hetzelfde.
- d. • De ambtenaar verbindt zich ertoe de kaart te gebruiken en te bewaren als een goede huisvader en volgens de algemene gebruiksvoorwaarden en verbindt zich ertoe het Bestuur of de afgiftefirma

zonder verwijl op de hoogte te brengen van elke onregelmatigheid of fraude begaan met de kaart.

- e. • Indien, na onderzoek, blijkt dat de agent actief deelgenomen heeft aan fraude of onregelmatigheden of indien hij ze vergemakkelijkt heeft, zal de agent solidair verantwoordelijk gesteld worden van het geheel van de schade die eruit voortvloeit. Al de transacties zullen onmiddellijk geblokkeerd of afgesloten worden.

Onderhavige beraadslaging zal, in dubbel, overgemaakt worden aan de Heer Minister – Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 27 oktober 2014

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,
De dienstverantwoordelijke

De Burgemeester d.d.,
Bij opdracht,

Philippe Jacques

Alain Lefebvre